



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

29 juin 2023

N° 306

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

BWA KALE : LA MOBILISATION AU SEIN DES ENTREPRISES CONTINUE ET PAIE !



Cela fait environ 3 mois que les patrons sont dans le collimateur des travailleurs en colère qui arrachent çà et là des petites victoires. Le mouvement « Bwa kale » est venu renforcer ce frémissement observé dans les entreprises de sous-traitance notamment. Le mois de mai dernier a été une période intense dans la mobilisation avec plusieurs milliers de travailleurs dans les rues pour forcer les patrons et leurs valets au pouvoir à satisfaire leurs revendications. Au mois de juin, des arrêts de travail, des escarmouches continuent d'éclater dans plusieurs entreprises.

Un nouveau versement de la subvention appelée « accompagnement social » a été effectué suite aux manifestations du mois de mai. La pression dans les usines était telle que les patrons ont dû publier une note pour excuser le retard du versement, en imputant la faute aux autorités gouvernementales. Cette subvention de l'État était, avec l'ajustement du salaire minimum et « Bwa kale » contre les bandits, l'une des revendications essentielles des manifestants.

L'atmosphère reste très tendue dans les rares usines où les patrons essaient de voler cette subvention. À MBI (# 52/53 au parc Sonapi), les travailleurs ont déjà observé un arrêt de travail pour exiger ce versement dans le meilleur délai. Ils ont également débrayé pour empêcher le recrutement de petits chefs connus pour leur arrogance et leur comportement malsain à l'endroit des travailleurs.

À l'usine Premium, les travailleurs sont en lutte depuis le mois de mars pour empêcher le prélèvement de l'ONA sur leurs salaires et la réduction drastique des jours de travail, ce qui réduit le salaire à une peau de chagrin. Malgré la fermeture de l'usine pendant quelques jours, des suspensions et des révocations massives, les travailleurs continuent de tenir tête à la famille Apaid qui n'a jamais reversé les prélèvements à

l'ONA depuis environ 7 années.

Le 19 juin dernier, à MGA (# 11/17 Parc Sonapi) des ouvriers renvoyés se sont présentés ensemble à l'usine, armés de machette et de bâtons, pour exiger leur dû ainsi que le montant de leurs prestations légales. Une action qui a surpris la direction dont la réaction a été de leur communiquer sans broncher une date de paiement. À SISA, située à Tabarre et propriété D'Alain Villard depuis tantôt un an, les travailleurs recourent systématiquement aux arrêts de travail, aux débrayages pour exiger la satisfaction de leurs revendications et ils obtiennent généralement gain de cause.

Bien avant le mouvement « Bwa kale », des milliers de travailleurs regroupés dans les usines de Lorsa et de Hansae (au parc Sonapi) avaient organisé des grèves victorieuses pendant plus d'une semaine. Ceux de Hansae ont même arraché le paiement des jours de grève, ce qui est rare en Haïti.

Toutes ces luttes, arrêts de travail, grèves, manifestations, etc. paient. Qu'elles soient victorieuses ou pas, elles contribuent à redonner confiance et espoir non seulement aux travailleurs qui se battent mais aussi à leurs frères de classe dans les autres entreprises parce que ces bonnes nouvelles se propagent vite et la combativité est contagieuse.■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - Bwa kale : la mobilisation au sein des entreprises continue et paie !

Leur société

- ⇒ Page 2
 - « Bwa kale », l'onde de choc qui a fait reculer les gangs armés
 - Laboule 12 : Bwa kale contre trois bandits
 - Intempéries : la population pauvre, principale victime
 - Ajustement du salaire, la lutte doit se poursuivre
- ⇒ Page 3
 - Pour réprimer les travailleurs, la police répond toujours présent
 - « Accompagnement social » ou tentative de brider les travailleurs de la sous-traitance ?

Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
 - MGA, «bwa kale», à l'assaut face à la direction !
 - Un secret de Polichinelle à la une de la presse
 - MBI : Un arrêt de travail pour chasser des indésirables
 - MGA : où est passé l'accompagnement social ?

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - Après la mort de Nahel, une légitime colère !

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

« BWA KALE », L'ONDE DE CHOC QUI A FAIT RECULER LES GANGS ARMÉS

Il y a à peine plus de deux mois, au cours d'un banal contrôle de circulation à Canapé Vert, 14 bandits armés étaient stoppés à bord d'un mini-bus, puis lynchés par des riverains en colère devant le commissariat. Spontanément, l'opération « Bwa Kale », « à l'assaut des bandits armés et de leurs commanditaires » était lancée. En très peu de temps, ce que le gouvernement et le haut État-Major de la Police nationale n'arrivaient pas à faire depuis plus de deux ans, les masses populaires l'ont réalisé par leur courage. Elles ont fait reculer les bandes criminelles et se sont octroyé un grand bol d'air frais grâce au reflux des actes criminels dans le pays.

Selon le centre d'analyse et de recherche en droit de l'homme, CARDH, grâce à l'irruption de la population avec son opération « Bwa Kale », les cas de kidnappings ont régressé de près de 80%. Plus de 200 bandits ont été lynchés ou tués, ce qui a conduit à un calme apparent dans l'aire métropolitaine où sévissent les principales organisations criminelles.

Sorti des entrailles et expression profonde du ras-le-bol des masses populaires, « Bwa Kale » a été rejeté aussitôt par la petite bourgeoisie, les politiciens, les classes riches qui craignaient de voir la classe ouvrière et les masses populaires déferler dans les rues des principales villes du pays au cri de « à l'assaut » contre les gangs armés et leurs

complices, « à l'assaut » contre les patrons qui continuent de s'accaparer le travail de la classe ouvrière, de ces politiciens corrompus qui continuent de piller les caisses de l'État.

Tout en jetant l'anathème sur « Bwa kale », ils ont remis la Police en selle arguant que c'est elle, aux côtés des masses, qui peut venir à bout des bandits. Baliverne ! Et petit à petit, le mouvement s'essouffle. Parallèlement, les gangs reprennent du service, à l'image du gang de Vitelhomme.

Mais essoufflement ne veut pas dire disparition. L'esprit « Bwa Kale » est encore présent dans de la tête de la population. Ça et là, comme à Laboule 12, la population attrape un malfrat et le met hors d'état de nuire. Bwa Kale a eu le mérite de montrer aux masses

populaires ce qu'il faut faire pour faire reculer les assassins, les kidnappeurs, les voyous, les malfrats et voleurs de toutes sortes. Se basant sur cette expérience, les masses doivent se préparer pour se remettre à la lutte. Hâtez-vous lentement et sans perdre de courage, vingt fois sur le métier, remettez votre ouvrage.

Dans les quartiers populaires, dans les tap-taps, dans les marchés, les masses populaires doivent se préparer, se concerter pour repartir au combat. La règle est de n'accorder aucune confiance aux institutions de la bourgeoisie, à l'État bourgeois, qui sont les plus fidèles alliés des gangs criminels. La devise des travailleurs est plus que jamais d'actualité : comptons sur nos propres forces pour nous libérer.■

LABOULE 12 : BWA KALE CONTRE TROIS BANDITS

Le mercredi 21 juin 2023, la population a lynché trois bandits sur la route de Kenscoff à l'entrée de Laboule 12. Depuis la veille, les gens étaient informés que ces criminels, incarcérés au commissariat de Thomassin, allaient être

libérés au terme d'un simulacre de jugement au tribunal.

Sur la route qui les emmenait à ce tribunal, la population a intercepté la voiture de police qui véhiculait les forcenés. Mis sous pression par la foule, les bandits ont été forcés

de descendre de la voiture pour avoir leur « bwa Kale ».

Sentant le vent tourner, les gangs armés tentent de revenir. La population doit se préparer pour frapper encore plus fort. C'est ainsi qu'elle se fera craindre.■

INTEMPÉRIES : LA POPULATION PAUVRE, PRINCIPALE VICTIME

Sans arrêt, des pluies diluviennes accompagnées d'orages et de rafales de vents se sont abattues sur plusieurs départements du pays les vendredi 2, samedi 3 et dimanche 4 juin 2023. Le département de l'ouest est le plus affecté, particulièrement Léogâne et les quartiers pauvres de Port-au-Prince. Ces intempéries ont occasionné des inondations, des glissements de terrains et des éboulements de sol. Devant la négligence des autorités des services publics, la population est livrée à elle-même.

D'après la Direction Générale de la Protection Civile, le bilan, en date du 20 juin 2023, fait état de 44 994 ménages affectés, 58 décès, 143 blessés, 20 personnes portées disparues, ainsi que 34 519 maisons inondées et 2 843 maisons détruites ou endommagées. Mais le bilan est certainement plus lourd que les chiffres cités par cette direction.

A cette situation s'ajoute les problèmes que vit la population pauvre, tels que la famine, les difficultés de logement,

ou les épidémies qui sévissent dans le pays comme le choléra, etc.

Les tentatives de curage sont loin d'être effectives, alors que ce ne sont pas les matériaux qui manquent. Les quartiers les plus vulnérables ont toujours des flaques d'eaux boueuses. Les riverains, pour vaquer à leurs occupations connaissent toutes les peines du monde, plus de vingt jours après ces intempéries. Là où le sol s'est asséché, la poussière s'installe et présente un danger de plus pour la santé.

Quand il pleut, la population de grandes inquiétudes parce qu'il n'y a pas de canalisations pour évacuer les eaux de pluies. Les autorités de l'État, compte tenu de leur cupidité et leur mépris envers les démunis, n'ont pas ce projet dans leur agenda car les quartiers affectés sont là où vivent majoritairement les masses exploitées. C'est l'existence d'un système basé sur l'exploitation des travailleurs, et le mépris qui l'accompagne, qui cause de cette situation. Seules les masses pauvres qui subissent cette exploitation peuvent se donner les moyens de s'en débarrasser.■

AJUSTEMENT DU SALAIRE , LA LUTTE DOIT SE POURSUIVRE

L'inflation bat des records, 50% en moyenne. Les prix de toutes les marchandises notamment ceux des produits de grande consommation ont augmenté dans des proportions scandaleuses, à l'image des prix des produits pétroliers dont le gallon de gazoline est passé de 190 à 570 gourdes officiellement et à 1000 gourdes sur le marché informel. Mais, le prix de la force de travail de la classe ouvrière, 685 gourdes pour 8 heures de travail n'a pas bougé d'un iota. C'est tout le pouvoir d'achat des travailleurs qui s'effondre.

Les travailleurs savent par expérience qu'ils ne peuvent pas compter sur une disposition du code du travail qui prévoit un ajustement automatique du salaire minimum en cas d'augmentation du taux d'inflation au-dessus de 10%. Ils constatent aussi que patrons et gouvernements font tout leur possible pour maintenir le salaire réel des ouvriers autour de 4 dollars depuis plusieurs dizaines d'années. Forts de ce constat, les ouvriers de la sous-traitance, depuis de nombreuses années, gagnent les rues pour forcer les responsables à ajuster leur salaire.

Cette année encore, ils l'ont fait à deux reprises pendant les deux semaines du

8 et du 22 mai. Les travailleurs réclament 2500 gourdes pour une journée de travail de 8 heures. Rien d'extraordinaire. C'est le prix d'un plat dans un petit restaurant de Pétion-Ville. Mais un mois après, à part la répression de la Police qui a été prompte et sauvage contre les ouvriers comme d'habitude jusqu'à l'intérieur du parc Sonapi, les patrons et leurs sous-fifres au gouvernement répondent par le silence et le mépris. Rien de trop surprenant quand on sait la dureté avec laquelle ils mènent leur sale guerre contre les travailleurs.

Que les ouvriers meurent de faim, qu'ils tombent en syncope par hypoglycémie chaque jour sur leur lieu de travail, peu leur importe.

Un plat de riz dans un restaurant au parc Sonapi coûte 300 gourdes, un jus 100 gourdes, un trajet aller simple en transport en commun, 100 gourdes en moyenne. Le total, 500 gourdes, représente le salaire journalier net que perçoit un ouvrier après les multiples prélèvements. Il ne lui reste rien pour sa famille. En général, non seulement il ne mange pas mais il vit d'expédients et se couvre de dettes.

Obtenir un ajustement de salaire est une urgence pour les travailleurs pour continuer d'exister tout simplement. Faire monter encore la pression pour faire reculer les patrons et leurs sbires est la seule voie à suivre.■

POUR RÉPRIMER LES TRAVAILLEURS, LA POLICE RÉPOND TOUJOURS PRÉSENT

Les 22, 23, 24 mai, c'était la deuxième semaine de mobilisation des ouvriers après celle des 8, 9 et 10 mai pour réclamer 2500 gourdes de salaire minimum journalier, l'argent de l'accompagnement social et pour dénoncer la mauvaise gestion des fonds de l'ONA.

Le 22 mai, tôt le matin, le cortège des travailleurs est parti du parc Sonapi pour arriver jusqu'aux locaux de l'ONA sur la route de Delmas. Mais lorsque les ouvriers ont voulu aller à la Primature au bureau du Premier ministre, la police a stoppé la manifestation à coup de gaz lacrymogènes.

Le 23 mai, sous l'ordre des patrons, les allées du parc industriel SONAPI et la barrière principale étaient bondées de

policiers bien armés qui avaient sans doute l'ordre d'empêcher les ouvriers de sortir.

Un groupe de travailleurs de Sewing international S.A (SISA), partant de Clercine, pancartes en main, ont rejoint les autres travailleurs bloqués à l'intérieur des usines sous la pression des policiers. Le groupe de travailleurs venant de SISA a investi le parc dans l'objectif de libérer leurs compagnons de lutte.

Les ouvriers ont été sévèrement réprimés par les policiers qui ont tiré des gaz lacrymogènes. Ils ont giflé un ouvrier. Un ouvrier fut frappé sur le flanc avec une bonbonne de gaz, un autre travailleur de Premium Apparel, visé par les policiers, a reçu une balle en caoutchouc. Des petits marchands,

des passants ont apporté leurs soutiens aux ouvriers, ils ont envoyé des pierres, des bouteilles contre les policiers. Une façon de dénoncer les mauvais agissements des policiers face aux ouvriers non armés.

Malgré la répression policière, plusieurs ouvriers sont restés jusqu'à 11 heures dans la zone pour attendre leurs collègues aux heures de pause, dans l'idée de continuer la manif. Mais ce n'a pas été pas le cas. Signe que les travailleurs commencent à comprendre que la meilleure voie pour se faire entendre est celle de la mobilisation.

La Police est le chien de garde des patrons et des classes riches. Leur principal rôle est de briser les os des travailleurs pour permettre aux patrons de s'enrichir.■

« ACCOMPAGNEMENT SOCIAL » OU TENTATIVE DE BRIDER LES TRAVAILLEURS DE LA SOUS-TRAITANCE ?

Dès le premier jour de la mobilisation des travailleurs de la sous-traitance pour l'ajustement du salaire minimum, le 8 mai 2023, le gouvernement d'Ariel Henry s'est dépêché de se réunir avec quelques chefs d'organisations syndicales pour proposer un « coup de pouce » sous le label d'« accompagnement social » aux travailleurs de la sous-traitance. Mais le reste de la classe ouvrière qui est confronté aux mêmes difficultés que leurs camarades de la sous-traitance (les ménagères, les agents de sécurité, les journaliers, les djobbeurs, etc) ne sont pas concernés.

La répression brutale des manifestations des ouvriers de la sous-traitance pour l'ajustement du salaire minimum, le silence et le mépris du gouvernement face à ces revendications mettent en lumière le vrai mobile du « coup de pouce » ou accompagnement social, 5000 gourdes par mois, pendant 5 mois concédé aux travailleurs de la sous-traitance.

Loin de faire d'Ariel Henry un ami

des travailleurs, son geste s'apparente plus à une tentative de démobilisation des ouvriers, pour briser l'élan du secteur le plus combatif parmi les travailleurs, en l'occurrence ceux de la sous-traitance, le textile. Froid et cynique, Ariel Henry fait partie de cette classe politique vile et sans scrupule qui roule pour les classes riches.

Mais les travailleurs ne se sont pas laissé berné. Tout en se battant pour que ce

« coup de pouce » ne tombe pas dans l'escarcelle des patrons, ils sont descendus dans les rues les jours suivant l'annonce du gouvernement, non seulement pour réclamer un salaire minimum à 2500 gourdes par jour, mais aussi pour demander à Ariel d'étendre son « accompagnement social » à l'ensemble de la classe ouvrière, aux paysans pauvres, aux djobbeurs et également aux millions de chômeurs qui croupissent dans la misère.■

DANS LES ENTREPRISES

MGA, «BWA KALE», À L'ASSAUT FACE À LA DIRECTION !

Le lundi 19 juin 2023, plusieurs dizaines de travailleurs fraîchement mis à pied par la fermeture du numéro 11 de l'usine MGA, dont certains armés de machettes et de bâtons, ont investi les cours de l'entreprise pour réclamer leurs indemnités de licenciement. Depuis deux

mois en effet, les ex-ouvriers de MGA, #11, font le pied de grue devant l'usine sans pouvoir même obtenir du patron une date pour le versement de leur dû. Les travailleurs ont mis à terre quelques mobiliers et ont obtenu le soutien de leurs camarades ouvriers au # 17 qui travaillaient. Devant cette mobilisation qui a

interrompu toutes les activités de l'entreprise, face à la détermination des ouvriers qui menaçaient de reprendre leur mouvement le lendemain et ce jusqu'à obtenir satisfaction, la direction a vite fait de leur proposer des dates de paiement sur le champ. Comme quoi, la mobilisation des travailleurs paie toujours.■

UN SECRET DE POLICHINELLE À LA UNE DE LA PRESSE

Le portrait du patron de l'usine, André Apaid Junior, entouré de trois parmi les malfrats les plus criminels du pays, fait le buzz. La presse parlée, écrite et télévisée a fait écho à la décision du gouvernement du Canada de sanctionner le patron pour vols, associations de malfaiteurs, en compagnie de

ces voyous qui jettent le deuil et la désolation dans les familles ouvrières. Tout un symbole. Le Canada a pris du temps pour le savoir ! Quant aux travailleurs de l'usine, ils dénoncent depuis longtemps ce bandit en col blanc qui a sur la conscience la destruction de la vie de plusieurs milliers de familles ouvrières par les

bas salaires, l'exploitation, la répression.

Mais la classe ouvrière se fera justice le jour où elle prendra le pouvoir et arrachera les moyens de production des griffes des classes riches.■

MBI : UN ARRÊT DE TRAVAIL POUR CHASSER DES

Lundi 12 juin, les ouvriers du building 52 de l'usine MBI ont débrayé pour contester la présence de deux nouveaux cadres jugés infréquentables que la direction a tenté de leur imposer.

Dans le collimateur des travailleurs : Jedson alias Tisonson et son chef, connu par son sobriquet Grann Brijit. Anciens membres de la direction du numéro 11 de l'usine MGA, aujourd'hui fermée, ces deux larrons sont connus pour être des brasseurs. Ils révoquent les travailleurs et en emploient d'autres pour de l'argent. Avec eux, tous les travailleurs sont sur un siège éjectable.

Si la direction a immédiatement renvoyé Tisonson, Grann Brijit garde encore son poste même si elle n'ose plus se présenter aux travailleurs depuis ce jour-là.

MGA : OÙ EST PASSÉ L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL ?

Ayant appris que les ouvriers des autres entreprises ont reçu la première tranche de l'accompagnement social du gouvernement, les ouvriers de MGA voulaient savoir pourquoi ils n'avaient pas encore reçu la leur... Impatients ils ont arrêté le travail vendredi 14 juin pour demander des comptes. « Où est notre

argent ? Donnez-nous notre argent, il n'est pas au patron », ne cessaient-ils de crier. Ils se sont donné rendez-vous le lundi de la semaine suivante pour continuer d'exiger l'argent.

Lundi, ils se sont montrés plus déterminés à poursuivre le mouvement qui s'est renforcé par la présence de certains ouvriers du

numéro 11. La grève a été totale. Mais à 11 h00, sur la demande de la direction, les ouvriers ont accepté de rentrer chez eux après avoir exigé le paiement de la journée de grève. La direction s'engage à payer l'argent, à partir de jeudi 29 juin sur son propre fonds. Elle a intérêt à respecter son engagement. ■

PAWÒL TRAVAYÈ

Batay pou ajisteman salè minimòm nan dwe kontinye!

Anviwon 2 semèn mobilizasyon pou nou te ekzije ajisteman salè minimòm nan ak lajan akonpayman sosyal la. Mobilizasyon an kòmanse pote fwi. Nou rive rache akonpayman sosyal la nan men Leta. Gen kèk izin tankou: MBI, MGA, kote patwon yo kontinye ap fè dilatwa pou yo vòlè kòb la. Men ouvriye yo sou gad yo. Yo veyatif, pou yo ekzije premye tranch la.

Nou pa bliye 2500 goud, ajisteman salè minimòm nan. Nou dwe touche li an dola, oubyen otodijou. Jounen jodi a, 685 goud la pa reprezante anyen, lavichè a depatcha li nèt. Jou pewòl, aprè patwon yo fin retire taks ak prelevman ladan l, sa ki rete nan men nou an, pa ka peye machann manje devan izin nan, alòske nou chaje ak responsablite. Kidonk, pa gen kanpe. «**Bwa kale**» anndan izin yo, «**Bwa kale**» nan tout lòt antrepriz yo, se sèl mwayen pou nou fòse patwon yo ak Leta ajiste salè minimòm nan san pèdi tan.

Pwovèb la di «**timoun ki pa kriye pa bezwen tete**». Si nou pat pran beton an, lajan akonpayman sosyal la pa tap ateri. Eksperyans montre nou patwon yo ak Leta pap janm fè nou kado. Se fòs ak detèminasyon nou ki ka pèmèt nou rache ajisteman salè minimòm nan ak satisfaksyon tout lòt revandikasyon nou genyen.

Bouch an bouch yonn di lòt!

OTR-UCI – Mèkredi 17 me 2023

An nou konte sou fòs nou !

PREMIUM : LE PATRON OBTIENDRA SON « BWA KALE »

Depuis 3 mois, une rude bataille oppose les ouvriers de Primium à leur direction. En cause, l'obstination du patron à prélever sur le salaire des travailleurs une cotisation pour l'ONA qu'il a lui-même reconnu ne pas avoir versée depuis 6 ans.

Au cours du mois de mars 2023, ce patron a imposé aux ouvriers 3 à 4 jours de travail dans une semaine au lieu de 6, sous prétexte de crise. Les ouvriers ont lui ont répondu : « vu que nous aurons un manque à gagner de près 60% avec cette décision, nous vous demandons de ne pas prélever la cotisation pour l'ONA sur nos salaires. Car même versée à l'ONA, elle ne sert qu'à engraisser les proches du pouvoir. Et nous avons appris que vous ne versez pas un centime à l'ONA depuis environ 7 ans. »

Il s'en est suivi 3 mois de mobilisation des travailleurs pour dissuader le patron de se remplir les poches en piquant dans ce petit pécule qui leur reste de salaire.

En deux ou trois occasions, les ouvriers se sont mis en grève pour bloquer les tentatives de Clifford Apaid de prendre cette cotisation. Pour casser la contestation, il a fermé l'usine temporairement par 2 ou 3 fois. Mais à chaque réouverture, les ouvriers se remettaient en grève immédiatement.

Éprouvant les pires difficultés pour contrer les ouvriers, il a fermé les portes de l'entreprise pour un laps de temps plus long, le temps de mettre en place un plan de répression pour les mater.

À la réouverture ce vendredi 23 juin, le bruit a couru que Clifford Apaid comptait révoquer 300 ouvriers sans indemnités de

licenciement. Près de 80 parmi les ouvriers de cette liste étaient convoqués dans un autre local loin de l'usine pour venir s'enquérir des informations concernant leur révocation. Ceci pour empêcher que les travailleurs ne se retrouvent ensemble.

Le même jour, un autre groupe de travailleurs, plus dociles selon lui, étaient invités à reprendre le boulot dans l'entreprise. Un ouvrier rapporte que les sous-fifres du patron, en ordre de bataille, licenciaient les ouvriers présents à tour de bras pour le moindre écart.

Mais le patron aurait tort de crier victoire trop tôt. La tempête passée, les travailleurs auront leur mot à dire.■

DANS L'INTERNATIONAL

Des émeutes se déroulent actuellement en France après l'assassinat crapuleux d'un jeune de 17 ans. Nous publions ci-après le communiqué du 29 juin de Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière, organisation sœur qui milite en France.

APRÈS LA MORT DE NAHEL, UNE LÉGITIME COLÈRE !

L'exécution du jeune Nahel, 17 ans, à Nanterre par un policier a déclenché une vague d'émeutes qui reflète la colère légitime de la jeunesse des quartiers populaires. Aujourd'hui, ceux qui nous gouvernent appellent à la non-violence et nous demandent de faire confiance à la justice. Mais où est la justice ?

Les policiers tirent sur des jeunes pour tuer, et cela ne date pas d'hier ! Les délits de faciès, le racisme, les discriminations à l'emploi ne datent pas d'hier non plus ! Tout comme le délitement de l'éducation, du logement, des transports dans les quartiers populaires.

Et quelle justice y a-t-il pour les travailleuses et travailleurs de ces quartiers ? Ils sont à la base de toute l'économie, ils travaillent dur et ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts, ne serait-ce que pour nourrir correctement leur famille.

Le gouvernement prêche la non-violence ? Mais c'est avec violence qu'il nous a imposé de travailler deux ans de plus. Avec violence, qu'il a essayé de faire taire les manifestants. Avec violence qu'il pourchasse les femmes et les hommes qui n'ont pas de papiers.

Alors, oui, la violence ressort par tous les pores de cette société pourrie d'injustices. Elle naît en premier lieu de l'exploitation, des bas salaires et du mépris dans lesquels le patronat, les plus riches et les pouvoirs publics tiennent le monde ouvrier.

Dans cette société dominée par l'argent, la place assignée aux travailleurs et à leurs enfants est de servir les plus riches. Ils doivent se faire tout petits et se plier aux caprices de la bourgeoisie et à son système d'exploitation. Leur vie ne pèse pas grand-chose aux yeux de ceux qui dirigent, comme aux yeux de la police et de la justice.

Police et Justice ne sont là que pour protéger un ordre social injuste qui nous condamne à toujours plus d'inégalités, de barbarie, de violences et même de guerres. Et ce ne sont pas quelques changements législatifs qui modifieront la situation.

Alors, comment ne pas comprendre la révolte actuelle d'une partie de la jeunesse des quartiers populaires ?

Mais cette révolte s'épuisera en vain si elle ne trouve pas d'autres façons de s'exprimer que de brûler les poubelles, les voitures des habitants ou les bâtiments publics. Car les

premières victimes en seront, comme toujours, les plus pauvres. Pour porter autre chose que l'autodestruction, le vent de révolte doit conduire ceux sur qui reposent le fonctionnement de toute la société, les jeunes et l'ensemble des femmes et des hommes des quartiers populaires, quelles que soient leurs origines, à s'engager politiquement pour changer la société.

Ce qui manque aujourd'hui, c'est un parti révolutionnaire capable d'offrir une issue constructive en faisant avancer le combat contre ceux qui dirigent la société et sont les véritables incendiaires.

Les travailleuses et les travailleurs ont le pouvoir de remettre en cause cet ordre social. Ils produisent tout, ils contribuent à faire fonctionner toute la machinerie de l'administration et des services nécessaires à notre vie quotidienne. Ils connaissent les problèmes du plus grand nombre, pour les vivre eux-mêmes. Ils peuvent sortir la société de ce piège infernal s'ils prennent conscience que c'est à eux de la diriger et s'arment d'une politique révolutionnaire.

C'est dans cette perspective que Lutte ouvrière appelle aux rassemblements organisés pour protester contre cet assassinat.■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.